



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 22 février 2022

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

**2022 - 06 PROTECTION FONCTIONNELLE
REMBOURSEMENT DE FRAIS**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 14 février 2022, s'est réuni le mardi 22 février 2022 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :

Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Magali CONESA-MOZIN, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Madame Magali CONESA

(Prend part aux délibérations N°01 à N°13)

Monsieur Patrick ISNARD

(Prend part aux délibérations N°01 à N°17)

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

(Prend part aux délibérations N°01 à N°17)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Roger MISSENTI
Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Franck BARBEY
Madame Mékia Noura ADDAD
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENT SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Monsieur Roger MISSENTI à Pascal PELLEGRINO
Monsieur Alexandre GAIFFE à Monsieur Jérôme VIAUD
Monsieur Franck BARBEY à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Madame Mékia Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 7 décembre 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

**2022 - 09 REQUALIFICATION DE L'ÎLOT ROUSTAN
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE**

**2022 – 29 VENTE D'UN LOCAL COMMERCIAL
12 BOULEVARD CARNOT**

DU 22 FEVRIER 2022

PROTECTION FONCTIONNELLE
REMBOURSEMENT DE FRAIS

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

La présente délibération concerne le remboursement de lunettes cassées d'un agent de police municipale dans l'exercice de ses fonctions.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT H.T.
JURIDIQUE	DEPENSES	700 euros

Madame Valérie COPIN expose :

Vu la Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, dite Loi Le Pors, et notamment son article 11.

Considérant que le fonctionnaire ou, le cas échéant, l'ancien fonctionnaire bénéficie d'une protection organisée par la collectivité publique qui l'emploie à la date des faits en cause ou des faits ayant été imputés de façon diffamatoire.

Considérant que la collectivité publique est tenue de protéger le fonctionnaire contre les atteintes volontaires à l'intégrité de la personne, les violences, les agissements constitutifs de harcèlement, les menaces, les injures, les diffamations ou les outrages dont il pourrait être victime sans qu'une faute personnelle puisse lui être imputée.

Considérant que dans ce cadre, la collectivité est tenue, le cas échéant, de réparer le préjudice qui en ait résulté.

Considérant que Monsieur Kamel BOUGHDIRI, policier municipal, a été victime le 18 mai 2021 d'actes de violence ayant entraîné une incapacité totale de travail n'excédant pas huit jours avec deux circonstances : sur personne dépositaire de l'autorité publique et aux abords d'un établissement scolaire pendant la sortie des élèves et ce en état de récidive légale. Le tribunal judiciaire de Grasse a condamné le prévenu à une peine de 6 mois d'emprisonnement délictuel ainsi qu'à une somme de 1 500 euros au titre des dommages et intérêts pour les faits commis à son encontre.

Considérant qu'au cours de cette altercation, les lunettes de Monsieur BOUGHDIRI ont été cassées.

Considérant que Monsieur BOUGHDIRI bénéficie de l'octroi de la protection fonctionnelle pour les faits exposés ci-dessus par décision en date du 31 mai 2021.

Considérant que Monsieur BOUGHDIRI a adressé à la commune une demande d'indemnisation du préjudice matériel qu'il a subi : la casse de ses lunettes.

Considérant que Monsieur BOUGHDIRI a dûment motivé sa demande et a apporté les éléments permettant de prouver l'existence de son préjudice et de quantifier celui-ci.

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 25 janvier 2022,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** la demande d'indemnisation du préjudice matériel subi par Monsieur Kamel BOUGHDIRI, policier municipal, le 18 mai 2021 ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à ordonner le paiement de la somme de 700 € au titre de l'indemnisation du préjudice matériel subi par Monsieur BOUGHDIRI.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.



Délibération officialisée le **22 FEV. 2022**
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire.